-7-01-1991
Vandemeulebroecke

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 12 décembre 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "apportant des modifications, en ce qui concerne notamment les réfugiés, à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné le 18 décembre 1990 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 december 1990 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging voor wat bepaaldelijk de vluchtelingen betreft, van de wet van 15 december 1980 over de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft op 18 december 1990 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Le projet est dépourvu d'intitulé. Celui-ci n'apparaît qu'en tête de l'exposé des motifs.

L'intitulé doit être rédigé de la manière suivante :

"Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers".

Préambule.

La référence à l'avis du Conseil d'Etat doit être omise.

Dispositif.

Article 1er.

Le texte français serait mieux en concordance avec le texte néerlandais de la disposition en projet en écrivant : "et autres que ceux autorisés à séjourner plus de trois mois dans le Royaume pour y faire des études".

Article 2.

1. Les règles de procédure visées par l'article 51bis en projet ne sont pas les mêmes que celles visées à l'article 57/8 de la loi du 15 décembre 1980, alors que l'intention de l'auteur du projet semble être d'établir l'uniformité entre l'article 51bis en projet et l'article 57/8 précité. Cette uniformité semble d'autant plus nécessaire qu'il s'agit de la même procédure de reconnaissance de la qualité de réfugié, à deux stades différents.

2. Les termes "sans préjudice" sont équivoques. En effet, l'article 62 auquel la disposition en projet renvoie a principalement pour objet de désigner le mode de notification et de prévoir l'envoi d'une copie des décisions.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas comment et dans quelle mesure l'article 62 doit se combiner avec l'article 51bis.

Par ailleurs, la présentation des règles énoncées n'est guère logique. Il serait préférable, après avoir prévu à l'alinéa 1er, l'obligation d'élire domicile en Belgique, de prévoir aussitôt que les notifications sont valablement faites au domicile élu (1ère phrase, alinéa 3) et, ensuite, dans un alinéa distinct, que les convocations et demandes de renseignements sont également valablement faites au domicile élu par pli recommandé à la poste (2ème phrase de l'alinéa 3).

Enfin, viendrait l'alinéa 2 dont le texte doit être revu à la lumière de l'observation qui précède.

Article 3.

Au début de l'article 52, § 1er, en projet, mieux vaut écrire :

"Art. 52. § 1er. Le ministre de la Justice ou son délégué, peut, dans l'un des cas énumérés ci-après, décider ...".

La même observation vaut pour les phrases introductives des paragraphes 2, 3 et 4.

Article 5.

Il y a lieu de se référer à l'observation qui sera faite sous l'article 10.

Article 6.

Les alinéas 3 et 4 de l'article 57/12 en projet doivent être fusionnés et rédigés de la manière suivante :

"Les présidents et les assesseurs sont désignés pour une durée de cinq ans à l'expiration de laquelle ils peuvent être nommés à titre définitif. Les désignations et les nominations sont faites par le Roi, sur la proposition du ministre de la Justice, par arrêté royal délibéré en conseil des ministres".

Par ailleurs, le début de l'alinéa 5, devenant l'alinéa 4, serait mieux rédigé comme suit :

"Les présidents et les assesseurs doivent être Belges, docteurs ou licenciés en droit, âgés de trente ans accomplis et justifier ... (la suite comme au projet)".

Article 7.

Il faut rédiger l'article 57/13 en projet sur le modèle de l'article 293 du Code judiciaire; le texte suivant est proposé :

"Art. 57/13. Les fonctions de président et d'assesseur sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat public conféré par élection et avec toute fonction ou charge publique rémunérée d'ordre politique".

Article 8.

L'abrogation de l'article 57/14 pourrait donner à penser que les membres de la Commission permanente de recours des réfugiés ne devraient prêter aucun serment, alors que leur qualité de membre de cette Commission, appelée à prendre des décisions, en fait des titulaires d'une fonction publique et leur impose de prêter le serment prévu par le décret du 20 juillet 1831. Mieux vaut maintenir l'article 57/14 et y faire référence au serment prévu par ledit décret.

Article 10.

1. Suivant l'article 63, alinéa 2, en projet, les décisions prises en application de l'article 52bis en projet ne sont pas susceptibles d'une demande en référé sur la base de l'article 584 du Code judiciaire.

Il n'est pas davantage prévu que ces décisions peuvent donner lieu à une demande urgente de réexamen visée à l'article 63/2 en projet ni, par suite, au recours judiciaire prévu à l'article 70bis en projet.

Le seul recours ouvert à l'intéressé est le recours en annulation auprès du Conseil d'Etat (article 70 de la loi).

Compte tenu de la gravité des décisions prises en application de l'article 52bis en projet pour le candidat réfugié - les dispositions générales du titre premier de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le

séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers lui deviennent applicables en lieu et place des dispositions complémentaires et dérogatoires relatives aux réfugiés qui font l'objet du chapitre 2 du titre II de la loi - et du caractère exécutoire d'office du refoulement ou de l'ordre de quitter le territoire pris à son encontre en application des articles 3 ou 7 de la loi, selon le cas, le recours pour excès de pouvoir auprès du Conseil d'Etat, sans sursis à exécution de l'acte attaqué, ne peut être considéré comme un recours effectif et utile. L'instauration au profit de l'intéressé d'un recours se recommande d'autant plus qu'en l'espèce des contestations sérieuses peuvent surgir quant au point de savoir si le candidat réfugié s'est ou non volontairement soustrait à la procédure en cours ou encore s'il pouvait ou non se prévaloir d'un motif valable pour ne pas donner suite à une demande de renseignements ou à une convocation. Le projet devrait être revu en conséquence.

2. Suivant la même disposition en projet, les décisions prises en application de l'article 53bis en projet, ne sont pas non plus susceptibles d'une demande en référé sur la base de l'article 584 du Code judiciaire. Cet article renvoie, en son alinéa 2, à l'article 63/3, § 3, alinéa 2, en projet, auquel se réfère l'article 70bis en projet.

Dans sa rédaction actuelle, l'article 53bis prévoit, en son alinéa 2, que la décision de reconduire l'étranger à la frontière du pays qu'il a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée, peut faire l'objet d'un recours auprès du pouvoir judiciaire, en l'espèce auprès du président du tribunal de première

instance comme prévu à l'article 70bis actuel. Le nouvel article 70bis en projet maintient ce recours, avec toutefois cette restriction qu'il ne pourra être exercé qu'après que l'étranger aura introduit une demande urgente de réexamen et uniquement à l'encontre de la décision nouvelle prise par le ministre de la Justice en application de l'article 63/3, § 3, alinéa 2, en projet.

Autrement dit, la décision de reconduire l'étranger à la frontière du pays qu'il a fui et où, selon sa déclaration, sa vie ou sa liberté serait menacée, prise à la suite de la décision confirmative visée à l'article 63/3, § 2, en projet, n'est pas susceptible de faire l'objet dudit recours. Comme elle n'est pas davantage susceptible d'une demande en référé - l'article 63, alinéa 2, en projet excluant expressément l'article 63/3, § 2, en projet - il s'ensuit que le seul recours ouvert à l'intéressé est le recours pour excès de pouvoir auprès du Conseil d'Etat, sans sursis à exécution (article 70 de la loi).

Encore que l'examen de la demande par le Commissaire général ou son adjoint constitue pour l'étranger une garantie non négligeable, on ne peut écarter le risque d'erreurs, surtout compte tenu du grand nombre de dossiers et de la rapidité avec laquelle ils doivent être traités.

Aussi conviendrait-il de prévoir également dans ce cas - eu égard à la gravité que la mesure peut avoir pour la vie ou la liberté de l'intéressé - le recours prévu à l'article 70bis. L'article 63, alinéa 3, en projet, devrait être complété en conséquence.

Article 11.

La concordance entre le texte français et le texte néerlandais doit être assurée (article 63/2, § 1er) : là où le texte français prévoit "l'entrée, le séjour ou l'établissement dans le Royaume", le texte néerlandais utilise l'expression "de toegang tot het grondgebied, het verblijf of de vestiging".

Article 12.

1. A l'article 63/3, § 1er, alinéa 1er, les mots "le cas échéant" doivent être remplacés par les mots "selon le cas".

2. Par ailleurs, au même paragraphe, l'alinéa 2 détermine le délai dans lequel le commissaire général ou un de ses adjoints donne son avis, mais ne prévoit pas la sanction de l'absence d'avis ou d'un avis donné tardivement. Cette situation est d'autant plus regrettable que suivant l'article 74/5 en projet, l'étranger peut être maintenu dans un lieu déterminé, situé aux frontières, en attendant l'autorisation d'entrer dans le Royaume ou son refoulement du territoire.

L'auteur du projet doit revoir le texte pour tenir compte de cette observation. L'article 63/3 en projet pourrait être utilement complété par une disposition prévoyant le cas où l'avis est réputé favorable s'il n'est pas donné dans le délai.

Articles 13 et 14.

Il est renvoyé à l'observation faite sous l'article 10.

Article 15.

1. La disposition en projet ramène à un le nombre de passager transporté. Par conséquent, l'expression qui figure à plusieurs reprises dans l'article 74/2 en projet, à savoir "à l'occasion d'un même voyage", n'a plus aucune raison d'être et doit être omise.

In fine du 4° de la disposition en projet, les mots "ce document" doivent se lire "ces documents".

2. Au sujet de la responsabilité pénale que pourrait encourir le commandant de bord ou le capitaine de navire pour n'avoir pas pris les précautions ou les dispositions requises par la disposition en projet, il est renvoyé à l'observation qui a été faite dans l'avis L. 17.474/9 (doc. Chambre des Représentants, session 1986-1987, 1er décembre 1986, n° 689/1).

Article 17.

Pour éviter des calculs inutilement compliqués, la fin de l'article 17 serait mieux rédigée comme suit :

"..., est abrogé le premier jour du septième mois suivant l'entrée en vigueur de toutes les dispositions de la présente loi".

La même observation vaut pour les articles 18 et 19.

OBSERVATIONS FINALES.

1. Dans le texte français, il est d'usage d'écrire "article 1er" et, dans les phrases liminaires comme dans les références contenues dans le dispositif, "alinéa 1er", "alinéa 2", "alinéa 3" au lieu de "premier alinéa", "deuxième alinéa", "troisième alinéa".

Cette observation vaut notamment pour l'article 52, § 2, en projet et pour les articles 1er, 5, 10 et 14 du projet.

2. Le texte néerlandais de certains articles en projet est susceptible d'amélioration du point de vue de l'usage correct de la langue.

De Raad van State moet, binnen de korte termijn die hem is toegemeten, zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Het ontwerp heeft geen opschrift. Er staat alleen een opschrift bovenaan de memorie van toelichting.

Het opschrift behoort aldus te worden gesteld :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen".

Aanhef.

De verwijzing naar het advies van de Raad van State behoort te vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De Franse tekst zou meer in overeenstemming met de Nederlandse tekst van de ontworpen bepaling zijn als wordt

geschreven : "et autres que ceux autorisés à séjourner plus de trois mois dans le Royaume pour y faire des études".

Artikel 2.

1. De in het ontworpen artikel 51bis bedoelde procedureregels zijn niet dezelfde als die welke bedoeld zijn in artikel 57/8 van de wet van 15 december 1980, ofschoon de steller van het ontwerp voornemens lijkt te zijn eenvormigheid te bewerkstelligen tussen het ontworpen artikel 51bis en het voormelde artikel 57/8. Die eenvormigheid lijkt des te noodzakelijker omdat het gaat om dezelfde procedure tot erkenning van de hoedanigheid van vluchteling, in twee verschillende stadia.

2. Het woord "ongeacht" is onduidelijk. Artikel 62, waar de ontworpen bepaling naar verwijst, gaat namelijk in hoofdzaak over het bepalen van de wijze van kennisgeving en over het voorzien in toezending van een afschrift van de beslissingen.

Het is de Raad van State niet duidelijk hoe en in hoeverre artikel 62 in samenhang met artikel 51bis moet worden bezien.

Bovendien zijn de geformuleerde voorschriften weinig logisch geordend. Het zou verkieslijk zijn om in het eerste lid de verplichting op te leggen in België woonplaats te kiezen, onmiddellijk daarna te bepalen dat de kennisge-

vingen geldig zijn wanneer ze aan de gekozen woonplaats worden gedaan (eerste zin, derde lid) en vervolgens, in een afzonderlijk lid, dat de oproepingsbrieven en vragen om inlichtingen eveneens geldig zijn wanneer zij bij een ter post aangetekende brief naar de gekozen woonplaats worden verstuurd (tweede zin, derde lid).

Aan het slot zou dan het tweede lid komen, van welk lid de tekst in het licht van de voorgaande opmerking moet worden herzien.

Artikel 3.

Het zou beter zijn aan het begin van het ontworpen artikel 52, § 1, te schrijven :

"Art. 52. § 1. De Minister van Justitie of zijn gemachtigde kan, in een van de hierna te noemen gevallen, beslissen ...".

Dezelfde opmerking geldt voor de volzinnen die de paragrafen 2, 3 en 4 inleiden.

Artikel 5.

Er zij verwezen naar de opmerking die verderop onder artikel 10 wordt gemaakt.

Artikel 6.

Het derde en het vierde lid van het ontworpen artikel 57/12 behoren te worden samengevoegd en aldus te worden gesteld :

"De voorzitters en de bijzitters worden aangesteld voor een termijn van vijf jaar, na ommekomst waarvan zij definitief kunnen worden benoemd. De aanstellingen en de benoemingen geschieden door de Koning, op de voordracht van de Minister van Justitie, bij een in de ministerraad overlegd koninklijk besluit".

Bovendien zou het beter zijn het begin van het vijfde lid, dat het vierde lid wordt, aldus te stellen :

"De voorzitters en de bijzitters moeten Belg zijn, doctor of licentiaat in de rechten, volle dertig jaar oud zijn en door middel van hun diploma of taalrol bewijzen dat zij de taal kennen die overeenstemt met die van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7.

Het ontworpen artikel 57/13 dient te worden geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 293 van het Gerechtelijk Wetboek. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 57/13. Het ambt van voorzitter of bijzitter is onverenigbaar met de uitoefening van een bij verkiezing

.../...

verleend politiek mandaat en met enige bezoldigde openbare functie of openbaar ambt van politieke aard".

Artikel 8.

De opheffing van artikel 57/14 zou de indruk kunnen wekken dat de leden van de Vaste Beroepscommissie voor vluchtelingen geen eed zouden moeten afleggen, hoewel zij op grond van hun hoedanigheid van lid van die Commissie, die beslissingen heeft te nemen, met een openbaar ambt bekleed zijn en verplicht zijn de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af te leggen. Het zou beter zijn artikel 57/14 in stand te houden en daarin te verwijzen naar de bij dat decreet voorgeschreven eed.

Artikel 10.

1. Volgens het ontworpen artikel 63, tweede lid, zijn de met toepassing van het ontworpen artikel 52bis genomen beslissingen niet vatbaar voor een vordering in kort geding op grond van artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek.

Evenmin wordt voorgeschreven dat die beslissingen aanleiding kunnen geven tot een dringend verzoek tot heronderzoek als bedoeld in het ontworpen artikel 63/2 en dientengevolge ook niet tot het beroep op de rechter waarin het ontworpen artikel 70bis voorziet.

Het enige beroep dat de belanghebbende ter beschikking staat is het annulatieberoep bij de Raad van State (artikel 70 van de wet).

Doordat de beslissingen die ingevolge het ontworpen artikel 52bis jegens de kandidaat-vluchteling genomen worden, ernstig zijn (de algemene bepalingen van de eerste titel van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen worden op de kandidaat-vluchteling toepasselijk in plaats van de aanvullende en afwijkende bepalingen betreffende de vluchteling waaraan hoofdstuk 2 van titel II van de wet is besteed) en doordat de terugdrijving of het bevel om het grondgebied te verlaten, die ingevolge de artikelen 3 en 7 van de wet al naar het geval tegen hem worden uitgesproken, van ambtswege uitvoerbaar zijn, kan het beroep wegens machtsoverschrijding bij de Raad van State, waaraan geen opschorting van de tenuitvoerlegging van de bestreden handeling gekoppeld is, niet als een efficiënt en nuttig beroep worden aangemerkt. Het verdient des te meer aanbeveling om voor de belanghebbende in de mogelijkheid tot het instellen van hoger beroep te voorzien daar in casu ernstige betwisting kan rijzen omtrent de vraag of de kandidaat-vluchteling zich al of niet opzettelijk aan de lopende procedure heeft onttrokken of ook of hij al dan niet een geldige reden had om geen gevolg te geven aan een vraag om inlichtingen, respectievelijk een oproeping. Het ontwerp zou dienovereenkomstig moeten worden herzien.

2. Volgens dezelfde ontworpen bepaling kan evenmin tegen de ingevolge het ontworpen artikel 53bis genomen beslissingen een vordering in kort geding worden ingesteld op grond van artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek. Het tweede lid van dat artikel verwijst naar het ontworpen artikel 63/3, § 3, tweede lid, waaraan het ontworpen artikel 70bis refereert.

Zoals artikel 53bis nu luidt, bepaalt het tweede lid ervan dat tegen de beslissing om de vreemdeling terug te leiden naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is en waar volgens zijn verklaring zijn leven of zijn vrijheid bedreigd zou zijn, beroep bij de rechter kan worden ingesteld, in casu bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zoals bepaald wordt in het huidige artikel 70bis. Het nieuwe ontworpen artikel 70bis houdt dat beroep in stand, met die beperking evenwel dat het pas ingesteld zal kunnen worden nadat de vreemdeling een dringend verzoek tot heronderzoek zal hebben ingediend en uitsluitend tegen de nieuwe beslissing die door de Minister van Justitie met toepassing van het ontworpen artikel 63/3, § 3, tweede lid, wordt genomen.

Met andere woorden, het bewuste beroep kan niet worden ingesteld tegen de beslissing om de vreemdeling terug te leiden naar de grens van het land waaruit hij gevlucht is en waar volgens zijn verklaring zijn leven of zijn vrijheid bedreigd zou zijn, een beslissing genomen ten gevolge van de beslissing tot bevestiging, bedoeld in het ontworpen artikel 63/3, § 2. Aangezien tegen de beslissing evenmin een vordering in kort geding kan worden ingesteld (het ontworpen

artikel 63, tweede lid, sluit het ontworpen artikel 63/3, § 2, namelijk uitdrukkelijk uit) volgt daaruit dat het enige beroep dat voor de belanghebbende openstaat, het beroep wegens machtsoverschrijding bij de Raad van State is, zonder opschorting van tenuitvoerlegging (artikel 70 van de wet).

Hoewel het gegeven dat het verzoek door de Commissaris-generaal of door diens adjunct onderzocht wordt voor de vreemdeling een belangrijke garantie betekent, kan het gevaar voor vergissingen niet worden vermeden, vooral vanwege het grote aantal dossiers en de spoed waarmee ze moeten worden behandeld.

In dat geval zou, doordat de maatregel ernstige gevolgen kan hebben voor het leven of de vrijheid van de belanghebbende, ook voorzien moeten worden in het beroep dat mogelijk gemaakt wordt in artikel 70bis. Het ontworpen artikel 63, derde lid, zou dienovereenkomstig moeten worden aangevuld.

Artikel 11.

Er dient te worden gezorgd voor overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst (artikel 63/2, § 1) : terwijl de Franse tekst voorziet in "l'entrée, le séjour ou l'établissement dans le Royaume", bezigt de Nederlandse tekst de uitdrukking "de toegang tot het grondgebied, het verblijf of de vestiging".

.../...

Artikel 12.

1. In artikel 63/3, § 1, eerste lid, moeten de woorden "in voorkomend geval" worden vervangen door de woorden "naargelang van het geval".

2. Bovendien bepaalt het tweede lid van dezelfde paragraaf de termijn waarbinnen de commissaris-generaal of een van zijn adjuncten zijn advies moet geven, zonder evenwel de sanctie te bepalen ingeval geen of een te laat advies wordt gegeven. Die toestand is zoveel te meer betreurenswaardig daar de vreemdeling volgens het ontworpen artikel 74/5 in een welbepaalde aan de grens gelegen plaats mag worden gehouden, in afwachting van de machtiging om tot het Rijk toegelaten te worden of zijn terugdrijving van het grondgebied.

De steller van het ontwerp moet de tekst herzien om rekening te houden met die opmerking. Het zou dienstig zijn het ontworpen artikel 63/3 aan te vullen met een bepaling die voorziet in het geval dat het advies gunstig geacht wordt als het niet binnen de termijn wordt gegeven.

De artikelen 13 en 14.

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 10.

Artikel 15.

1. De ontworpen bepaling brengt het aantal vervoerde passagiers terug tot één. Bijgevolg heeft de uitdrukking die herhaaldelijk voorkomt in het ontworpen artikel 74/2, namelijk "ter gelegenheid van eenzelfde reis", geen reden van bestaan meer en moet ze derhalve vervallen.

In de Franse tekst moeten de woorden "ce document" aan het slot van 4° van de ontworpen bepaling gelezen worden als "ces documents".

2. In verband met de strafrechtelijke aansprakelijkheid die de gezagvoerder of de scheepskapitein zou kunnen dragen doordat hij niet de voorzorgen of de maatregelen heeft genomen die de ontworpen bepaling vereist, wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is in het advies L. 17.474/9 (Gedr. St. Kamer, zitting 1986-1987, 1 december 1986, nr. 689/1).

Artikel 17.

Om nodeloos ingewikkelde berekeningen te vermijden, zou het beter zijn het slot van artikel 17 als volgt te redigeren :

"..., wordt opgeheven op de eerste dag van de zevende maand na die waarin alle bepalingen van deze wet in werking getreden zijn".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 18 en 19.

SLOTOPMERKINGEN.

1. In de Franse tekst is het gebruikelijk "article 1er" te schrijven, en zowel in de inleidende volzinnen als in de verwijzingen die in het bepalend gedeelte vervat zijn "alinéa 1er", "alinéa 2", "alinéa 3" in plaats van "premier alinéa", "deuxième alinéa", "troisième alinéa".

Die opmerking geldt inzonderheid voor het ontworpen artikel 52, § 2, en voor de artikelen 1, 5, 10 en 14 van het ontwerp.

2. De Nederlandse tekst van sommige ontworpen artikelen is uit een oogpunt van een zuiver taalgebruik voor verbetering vatbaar.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
M. LEROY, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. VANHAEVERBEEK, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VANHAEVERBEEK, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.